



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/C.5/43/43
22 novembre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

Quarante-troisième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 17 e) de l'ordre du jour

**NOMINATIONS AUX SIEGES DEVENUS VACANTS DANS LES ORGANES SUBSIDIAIRES
ET AUTRES NOMINATIONS**

Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies

Note du Secrétaire général

[Original : anglais]

1. Comme il est indiqué dans le document A/43/105 du 17 février 1988, l'Assemblée générale sera appelée, à sa présente session, à nommer trois personnes pour pourvoir les sièges devenus vacants au Tribunal administratif des Nations Unies, le mandat de MM. Ahmad Osman, Roger Pinto et Samarendranath Sen expirant le 31 décembre 1988.
2. Les personnes suivantes ont été désignées par leur gouvernement aux fins de renouvellement de leur mandat :
 - M. Ahmed Osman (Egypte)
 - M. Roger Pinto (France)
 - M. Samarendranath Sen (Inde)
3. On trouvera ci-après le curriculum vitae des candidats.

[Original : français]

Ahmed OSMAN

(Egypte)

Date de naissance : 15 septembre 1922
Lieu de naissance : Le Caire
Statut personnel : Marié

A. Etudes académiques

1. Licence en droit	1945	Faculté de droit, Université du Caire
2. Diplôme d'études supérieures en droit privé	1946	" "
3. Diplôme d'études supérieures en droit musulman	1947	" "
4. Diplôme d'études supérieures en droit public	1962	" "
5. Doctorat en droit international public	1963	" "

Sujet de la thèse : Le principe de l'administration internationale des colonies et son application dans le système des mandats et du régime international de tutelle.

B. Carrière

1. Membre du Tribunal administratif des Nations Unies depuis 1986.
2. Postes occupés depuis 1978 jusqu'en 1982 :
 - a) Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Egypte auprès de l'Autriche;
 - b) Représentant permanent de l'Egypte auprès de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel;
 - c) Représentant permanent de l'Egypte auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique; Gouverneur représentant l'Egypte au Conseil des gouverneurs de l'Agence; Vice-Président du Conseil des gouverneurs de l'Agence (1980-1981).

/...

3. 1976-1978 :

Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des affaires étrangères au Caire, en charge des départements suivants :

- a) Département juridique et des traités internationaux;
- b) Département des organisations et conférences internationales;
- c) Département des affaires consulaires;
- d) Département du contentieux administratif.

4. 1975-1976 :

Ambassadeur, chef de la Mission permanente de l'Egypte auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, ainsi qu'auprès des autres organisations internationales à Genève.

Chef de la délégation de l'Egypte à la Conférence du désarmement de Genève.

5. 1971-1975 :

Ambassadeur et Représentant suppléant de l'Egypte auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Représentant de l'Egypte à la Sixième Commission de l'Assemblée générale.

6. 1967-1971 :

Chef du Cabinet du Ministre des affaires étrangères, Le Caire.

7. 1969-1971 :

Directeur du Département juridique et des traités internationaux au Ministère des affaires étrangères, Le Caire.

8. 1963-1967 :

Conseiller à la Mission permanente de l'Egypte auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, membre de la délégation de l'Egypte à la Conférence du désarmement à Genève.

9. 1959-1963 :

Chef de Cabinet du Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des affaires étrangères, Le Caire.

10. 1954-1959 :

Premier Secrétaire à la Mission permanente de l'Egypte auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Représentant suppléant de l'Egypte à la Sixième Commission de l'Assemblée générale.

11. 1947-1954 :

Attaché, puis Secrétaire au Département des traités et organisations internationales au Ministère des affaires étrangères, Le Caire.

12. 1947-1945 :

Avocat stagiaire au barreau du Caire.

C. Etudes pratiques

1. 1945-1948 :

Assistant de recherches à la Faculté de droit du Caire.

2. Juillet-septembre 1948 :

Participation au premier programme international de stagiaires, organisé par les Nations Unies à Lake Success, New York, pour les diplomates des Etats Membres. Durant ce stage, affecté au Département juridique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

3. Printemps 1964

Participation au séminaire organisé par la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies à Genève.

D. Activités sur les plans international, diplomatique, juridique et régional

1. A représenté l'Egypte aux travaux de tous les organes principaux des Nations Unies :

a) Assemblée générale durant les sessions de 1948-1951, 1954-1958 et 1971-1974 et principalement à la Première Commission, à la Commission politique spéciale et à la Sixième Commission;

b) Conseil économique et social, 1965-1967 et 1971-1974;

c) Conseil de tutelle, 1958 et 1959;

d) Conseil de sécurité, 1971-1974;

- e) Cour internationale de Justice, en octobre 1980, et ceci, au cours de la procédure orale ordonnée par la Cour à propos de l'Avis consultatif demandé par l'Organisation mondiale de la santé au sujet de l'interprétation de l'Accord signé le 25 mars 1951 entre l'Organisation mondiale de la santé et le Gouvernement égyptien.
2. Représentation de l'Egypte à diverses conférences ou assemblées générales des institutions spécialisées suivantes :
- a) Organisation mondiale de la santé;
 - b) Organisation internationale du Travail;
 - c) Union internationale des télécommunications;
 - d) Organisation météorologique mondiale;
 - e) Organisation intergouvernementale consultative pour la navigation maritime (Organisation maritime internationale).
3. Participation à divers comités juridiques :
- a) Comité d'experts pour l'élaboration d'une convention sur l'exécution des sentences arbitrales étrangères;
 - b) Comité spécial pour la question de la définition de l'agression;
 - c) Comité sur la codification des principes gouvernant les relations amicales entre les peuples;
 - d) Comité de l'espace extra-atmosphérique;
 - e) Comité pour l'amendement du Pacte de la Ligue des Etats arabes.
4. Chef de la délégation de l'Egypte à plusieurs conférences diplomatiques pour l'élaboration de traités internationaux :
- a) Conférence de La Haye pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, 1970;
 - b) Conférence pour la révision du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, Genève, 1975;
 - c) Conférence sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales, Vienne, 1975;
 - d) Conférence des Nations Unies sur la constitution de l'ONUDI en institution spécialisée, Vienne, 1979;

e) Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, Vienne, 1979;

f) Conférence sur le droit de la mer, Genève, 1979 et 1980.

5. Membre de la délégation de l'Egypte à d'autres réunions internationales ou régionales :

a) Diverses sessions du Conseil de la Ligue des Etats arabes;

b) Réunion ministérielle du Bureau des pays non alignés, Alger, mai 1976;

c) Troisième session du dialogue euro-arabe, Luxembourg, 1976;

d) Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, Sri Lanka, août 1976;

e) Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Maurice, 1976, et Gabon, 1977.

6. Membre des organisations non gouvernementales :

a) Association égyptienne de droit international;

b) Association égyptienne des Nations Unies.

E. Cours et conférences donnés en arabe, en français ou en anglais devant des forums académiques divers

a) Cours donnés aux étudiants de l'Institut diplomatique et consulaire du Ministère des affaires étrangères au Caire sur divers sujets juridiques et diplomatiques, entre autres un cours sur la Cour internationale de Justice;

b) Conférence devant la Société égyptienne de droit international sur le principe de la non-acquisition de territoires par la force;

c) Conférence sur la question du Moyen-Orient à deux séminaires, l'un organisé par l'Université de Harvard, en 1972, l'autre organisé par l'Université de Michigan, en 1973;

d) Communication sur les pays non alignés et le désarmement présentée au cours d'un séminaire organisé par l'Académie diplomatique internationale à Paris en avril 1978;

e) Conférences données en décembre 1984, respectivement à l'Institut des relations internationales du Cameroun et à la Faculté de droit de l'Université de Dakar (Sénégal), sur la dénucléarisation de l'Afrique, la sécurité des Etats africains selon la Charte de l'OUA et les droits inaliénables du peuple palestinien devant l'ONU.

F. Ouvrages et articles publiés

a) Publication de la thèse de doctorat dans un ouvrage paru en arabe au Caire, 1963;

b) Articles publiés en arabe, soit dans la revue égyptienne Politique internationale, soit dans la Revue égyptienne de droit international, sur les sujets suivants :

i) Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine, 1967;

ii) Les efforts des Nations Unies en vue de la conclusion d'un traité sur la non-prolifération des armes nucléaires;

iii) Commentaire sur les dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires;

iv) Etude sur l'évolution des organes de la Ligue des Etats arabes;

v) Rapport sur la Conférence internationale de la Croix-Rouge réunie à Istanbul, 1969;

c) Reproduction par la revue Le Monde diplomatique, dans son numéro d'octobre 1978, du texte d'une communication sur le tiers monde et le désarmement.

Roger PINTO

(France)

[Original : français]

Né le 26 mai 1910 à Paris, licencié et diplômé d'études supérieures (anglais, 1929-1930). B. A. (St. John's College, Etats-Unis d'Amérique). Agrégé des facultés de droit (1938). Breveté du Centre des hautes études administratives (1948). Conseiller de la délégation française au Conseil économique et social (1950). Représentant de la France à la Commission de l'Assemblée des Nations Unies chargée de préparer un projet de cour pénale internationale (1951). Membre du groupe de juristes chargé de préparer la Constitution de l'Erythrée. Conseiller juridique des Nations Unies en Erythrée (1952). Professeur à la Faculté de droit de Paris (1955). Conseiller juridique de la délégation française à l'Association des usagers du canal de Suez (1956). Représentant de la France à la Sixième Commission de l'Assemblée générale (1956-1957).

Expert de l'Unesco aux Conférences de Rome et de Prague (1958). Conseil du Cambodge devant la Cour internationale de Justice (affaires du Temple de Préah-Vihéar, 1959-1962). Membre et Rapporteur de la Commission d'experts du Comité international de la Croix-Rouge sur l'aide humanitaire aux victimes de conflits internes (1962).

/...

1975-1979, Conseil du Gouvernement grec dans le différend avec la Turquie. Prépare et plaide les affaires du plateau continental de la mer Egée devant la Cour internationale de Justice.

Rapporteur auprès de la All India Conference of Lawyers sous la présidence de S. E. Madame Indira Gandhi (1980).

S'est intéressé aux questions juridiques concernant les fonctionnaires internationaux dans son enseignement du droit des organisations internationales et dans ses chroniques de jurisprudence du Journal du droit international.

Professeur de droit international aux Universités de Paris I et II.

Depuis 1982, membre du Tribunal administratif des Nations Unies.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

Ouvrages

Des juges qui ne gouvernent pas, opinions dissidentes à la Cour suprême des Etats-Unis (1900-1933), thèse, Paris, 1933.

La Cour suprême et le New Deal, Paris (1938).

L'évolution gouvernementale de l'Indochine française, Paris-Saïgon (1946).

Eléments de droit constitutionnel, Lille (1948), 2e éd., 1952.

La crise de l'Etat aux Etats-Unis, Paris (1951).

La liberté d'information et d'opinion (Contrôle juridictionnel et contrôle administratif), Paris, 1955.

La prescription en droit international, Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye (1955).

Les organisations européennes, 2e éd., Paris (1965).

Méthodes des sciences sociales (en collaboration avec M. Grawitz), Paris, 1964.

Jurisprudence constitutionnelle de la Cour suprême des Etats-Unis, 1961-1963 (avec la collaboration de M. P. Juillard), Paris, 1965.

Le droit des relations internationales, Paris, 1972.

La Cour internationale de Justice (JC Droit international, 1979-1980).

La liberté d'opinion et d'information en droit international (en préparation).

La liberté d'information en droit international (420 p.), Economica, Paris, 1984.

Au service du droit (oeuvres choisies) (532 p.), Editions de la Sorbonne, Paris, 1983.

Principaux articles

La première expérience de suffrage universel en Extrême-Orient : les assemblées des villages de Cochinchine convoquées par l'Amiral Ohier en 1869, Bulletin de l'Association des études indo-chinoises (1942).

Une expérience constituante des Nations Unies : la Fédération d'Ethiopie-Erythrée, Politique étrangère (1952).

La Chine et les Nations Unies, La nef (1953).

Les rapports du droit interne et du droit international dans les Etats ayant récemment accédé à l'indépendance (Unesco, 1953-1954).

Le droit international de la "coexistence", Journal de droit international Clunet, (1955).

La sentence Ambatielos, Clunet (1957).

L'affaire de l'Interhandel, Clunet (1958).

Le statut international de la République démocratique allemande, Clunet (1959).

Le juge interne français devant les règles du droit international public, Revista Juridica, Buenos Aires (1962).

Les problèmes de nationalité devant le juge international (à propos de l'affaire Flegenheimer), AFDI (1963).

Chroniques de jurisprudence de la Cour internationale de Justice, Clunet (1963-1975).

Le juge devant les traités non publiés de la France, (Mélanges Waline, 1974).

La liberté d'information et d'opinion et le droit international, Clunet (1981).

/...

Samarendranath SEN

(Inde)

[Original : anglais]

Date de naissance	10 août 1914
Etudes	Bachelor of Arts, Université de Calcutta B. Sc. (Economie), Londres Diplôme de phonétique, Londres Membre de la Lincoln's Inn, Londres
<u>Postes occupés</u>	
Octobre 1938	Entre dans la fonction publique indienne
1940-1946	Différents postes d'administrateur en Inde
1946	Entre à l'Indian Political Service
1946-1948	Chargé de liaison du Gouvernement indien auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York
1947-1949	Entre aux Affaires étrangères
1949-1950	Membre de la Mission de l'Inde à Londres
1953-1955	Consul général de l'Inde en Suisse et Représentant de l'Inde auprès des organisations internationales ayant leur siège à Genève
1955-1957	Président de la Commission internationale pour la surveillance et le contrôle au Laos
1957-1959	Cosecrétaire au Ministère des affaires étrangères
1960-1962	Haut Commissaire de l'Inde en Australie et en Nouvelle-Zélande
	Voyages au Samoa-Occidental et en Asie du Sud-Est, notamment au Laos en tant que Président de la Commission internationale réactivée
1962-1964	Attaché spécial de l'Ambassade de l'Inde au Maroc et Ambassadeur en Algérie
1964-1966	Ambassadeur au Liban, en Jordanie et au Koweït et Haut Commissaire à Chypre

- 1966-1968 Haut Commissaire de l'Inde au Pakistan
- 1969-1974 Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. Membre du Conseil de sécurité (et Président par roulement), a assisté aux réunions du Conseil de sécurité tenues hors du Siège en Ethiopie et au Panama. Président du Comité du programme et de la coordination et Représentant de l'Inde à l'Assemblée générale, au Conseil économique et social, etc.
- 1974-1977 Haut Commissaire de l'Inde au Bangladesh
- 1977-1978 Ambassadeur de l'Inde en Suède
- 1978 Retraite du Ministère des affaires étrangères
- Après sa retraite Diverses conférences, missions spéciales et également publication d'articles dans des journaux et périodiques. Président de l'Indian Missions Review Committee. Elu au Tribunal administratif des Nations Unies en 1980.
- Actuellement Président du Tribunal administratif des Nations Unies depuis 1986
- Divers Décorations : Kaiser-I-Hind pour son oeuvre humanitaire en Inde en 1942 et Padma Shri pour son oeuvre au Laos en 1956.
